

## Yougoslavie titiste

### Praxis

La revue *Praxis*, qui s'est transformée en *Praxis International* à la fin des années 1960, a regroupé la fine fleur de l'intelligentsia marxiste yougoslave, "non officielle". Elle fut célèbre pour ses approches se revendiquant principalement d'une philosophie marxiste développée en critique du "socialisme réellement existant". Elle a eu une audience croissante parmi les jeunes étudiants yougoslaves qui se retrouvaient avec la "nouvelle gauche" internationale anti-stalinienne chaque année en été dans les conférences de Korcula, une belle île de l'Adriatique. Et cet impact, devenant politique en 1968, finira par lui valoir d'être bannie au début des années 1970.

Deux périodes principales ont marqué l'évolution des philosophes marxistes et des débats de *Praxis* jusqu'à leur interdiction. Elles recourent les transformations du régime titiste lui-même. Après le schisme Tito/Staline et jusqu'en 1964, en effet, les jeunes philosophes marxistes purent déjà acquérir une certaine distance critique avec les manuels officiels hérités de l'URSS stalinisée : jusqu'en 1947, seul le "Diamat" - matérialisme dialectique tel qu'il était enseigné à Moscou - avait cours. Les interprétations de Milovan Djilas sur la bureaucratisation du parti/Etat (même si leur auteur fut bientôt réprimé) et la défense d'un socialisme autogestionnaire par Edvard Kardelj élargirent les horizons. Le régime lui-même s'appuyait sur le Marx de la Commune de Paris et de "l'association directe des producteurs" contre l'étatisme stalinien ; il se revendiquait d'un projet où "l'émancipation des travailleurs" devait être "l'œuvre des travailleurs eux-mêmes". C'est donc assez naturellement autour des questions de l'émancipation que se penchèrent aussi les jeunes philosophes qui s'étaient résolument engagés dans le mouvement des partisans\*. Mais dans un premier temps, il s'agissait surtout d'un retour aux textes classiques contre leur déformation dogmatique. Il s'agissait aussi d'une découverte des recherches, créations et auteurs occidentaux rejetés comme "bourgeois" par ce dogmatisme stalinien. Les arts et la littérature s'émancipaient des critères idéologiques. Mais aussi les disciplines relevant des sciences sociales et humaines, telles que la sociologie, la psychologie, la philosophie : de la psychanalyse à l'existentialisme, de la philosophie du langage à l'éthique, tous les domaines s'ouvraient à l'étude et à la réflexion. Une vie collective intellectuelle s'organisa, notamment parmi les philosophes, avec de nombreuses conférences au cours des années 1950. En 1962, un tournant s'amorça lors de la réunion annuelle de l'Association yougoslave de philosophie et dans l'ouvrage collectif "*Humanisme et socialisme*" qui réunissait des textes de philosophes de Zagreb et Belgrade comme Rudi Supek, Gajo Petrovic, Predrag Vranicki ou Mihailo Markovic – qui allaient être les animateurs de *Praxis* : la critique portait désormais de plus en plus sur l'expérience vécue, y compris dans le "socialisme autogestionnaire yougoslave". Le tournant décentralisateur du régime à cette époque allait ouvrir une période de plus grande liberté d'expression – et de tensions croissantes.

Le premier numéro de *Praxis* parut en 1964. Et jusqu'en 1968, de multiples conférences philosophiques furent organisées par la revue autour de thèmes allant des concepts de liberté et de démocratie à la critique des professionnels de la politique et à la bureaucratie, en passant par les limites des formes d'autogestion existantes. La critique de l'économie de marché et des effets en Yougoslavie des réformes alors introduites devint centrale : elles analysaient une double source d'oppression et d'exploitation : le marché et l'étatisme bureaucratique. Si Milovan Djilas avait rompu avec le projet socialiste en critiquant " la nouvelle classe " issue du parti/Etat, des auteurs comme Svetozar Stojanovic tiraient au contraire de cette critique une inspiration pour un socialisme démocratique autogestionnaire. Dans la recherche des liens entre théorie et pratique révolutionnaire, entre les finalités du projet émancipateur et les moyens de le réaliser, les philosophes débouchaient nécessairement sur le terrain de la politique. Au cours de ces années, l'école d'été de Korcula prit de plus en plus d'importance et d'intérêt pour les jeunes étudiants suivant les cours des enseignants de *Praxis* – désormais *Praxis International* : des marxistes de renom y participèrent (Marcuse, Habermas, Bloch, Kolakowski) voire des dirigeants de la IVème Internationale trotskiste comme Ernest Mandel (Belgique), Livio Maïtan (Italie) ou Tariq Ali (RU). La session de 1966 dut être annulée en raison de premières attaques idéologiques intenses contre l'Ecole. Celle de 1968 porta sur " Marx et la révolution ". Le mouvement de mai 1968 en France eut un impact considérable dans la jeunesse yougoslave. Les débats et conflits de la gauche française anti-stalinienne étaient connus et publiés. Mais surtout, en Yougoslavie même, des milliers de grèves se développaient contre les inégalités produites par les réformes marchandes. La double critique des philosophes de *Praxis* contre l'aliénation par le marché et l'aliénation par la bureaucratie s'exprima soudainement en slogans et projets politiques : en juin 1968 les universités de Belgrade et Zagreb, puis d'autres républiques (surtout dans les domaines des sciences humaines) étaient en grève et occupées par les étudiants. Ceux-ci, solidaires avec les grèves ouvrières, manifestaient contre les " privatisations frauduleuses " et les inégalités croissantes favorisées par la réforme de marché, contre la " bourgeoisie rouge " et les privilèges bureaucratiques. Ils défendaient un autre système d'autogestion, " de bas en haut " qui permettrait une " planification autogestionnaire et assurerait une représentation de l'autogestion dans une chambre spécifique du pouvoir fédéral. Ils manifestaient aussi contre l'intervention américaine au Vietnam, comme les étudiants français... Ils mirent en place, contre les organisations officielles de jeunesse, une nouvelle organisation étudiante, indépendante. Des groupes commençaient à débattre de l'idée de former un autre parti défendant les conceptions alternatives d'un socialisme autogestionnaire démocratique : c'était aller trop loin.

Pourtant Tito vanta les qualités et convictions socialistes des étudiants – mais ils réprima “ les leaders ” et l’organisation indépendante fut dissoute. Les pressions pour licencier les enseignants coupables de mauvaise influence dans la jeunesse commencèrent. Mais le régime et la direction titistes n’étaient pas identiques à ceux des “ pays frères ” parfois ennemis. Les droits autogestionnaires des universités interdisaient des licenciements “ d’en haut ” qui seraient passés par dessus les organes de gestion et les assemblées générales des universités. Modifier les lois existantes aurait été fort impopulaires et peu opportun dans le contexte de l’époque. Car sur le plan interne, une jonction possible des grèves ouvrières et des intellectuels contestataires menaçait. En même temps l’agitation gagnait ailleurs sur d’autres terrain (au Kosovo\*). Mais 1968 fut aussi l’année du Printemps de Prague et de l’intervention soviétique en Tchécoslovaquie au cours de l’été. L’intervention fut dénoncée par les communistes yougoslaves et albanais. Et le gain de statut alors accordé au Kosovo consolida une détente avec l’Albanie. La menace soviétique (réelle ou présumée) fut exploitée par la direction titiste pour tenter de retrouver une popularité intérieure : c’est à cette époque que fut introduite la “ défense territoriale ” qui allait doubler les structures de l’armée yougoslave (cf. armées\*). Il fallait, disait-on, resserrer les rangs et défendre le régime contre une possible agression extérieure. Le devoir d’insurrection fut proclamé et institutionnalisé contre un tel danger. Et l’on organisa des exercices de mobilisation militaire de toute la population, hommes et femmes – excepté les dirigeants “ subversifs ” des mouvements contestataires...

Cette mise à l’écart fut différenciée. Car le “ printemps croate ”\* de 1971 allait prendre le relais en mobilisant d’autres secteurs de l’intelligentsia. Le mouvement était en effet, contrairement à celui de 1968, plutôt nationaliste et favorable aux rapports marchands et à la décentralisation de la fédération. Si tous ces mouvements convergeaient sur les exigences de libertés, ils s’opposaient au plan socio-économique. Les intellectuels croates de *Praxis* (sauf Mladen Caldarovic) s’opposèrent aux revendications économiques et au nationalisme du “ printemps croate ”. Ils apportaient ce faisant (qu’ils le veuillent ou pas) des arguments au régime dans sa répression des animateurs du Printemps croate. Ils furent épargnés par cette répression. Les dirigeants libéraux de l’appareil communiste de plusieurs républiques, notamment en Serbie subirent une purge, comme en Croatie. Huit enseignants de la gauche marxiste de *Praxis*, furent soumis pendant plusieurs années à des tentatives de mise à l’écart que bloquèrent les organes d’autogestion de leurs facultés. Un changement de la loi permit, finalement, en 1975 de les interdire d’enseignement. Les étudiants les plus radicaux qui furent eux-mêmes emprisonnés quelques mois, eurent le sentiment d’avoir été lâchés en cours de route.

Dans le nouveau tournant du régime au début des années 1970, la répression touchait donc toutes les dissidences, nationalistes et anti-nationalistes, marxiste et trotskiste ou anti-communiste. Les années 1968-72 marquèrent plusieurs ruptures, fondamentales pour la suite : une perte d’influence considérable de la LCY dans l’intelligentsia marxiste et surtout dans la jeunesse, préparant des retournements idéologiques importants ; des trajectoires différenciées au plan politique entre la gauche des diverses républiques, alors que le mouvement de 1968 était inter-national (dans tous les sens du mot).

Mais le titisme n'était pas encore au bout de ses tentatives de réformes : la constitution\* de 1974 et la Loi sur le Travail associée élaborée par Edvard Kardelj\* reprit largement (en les dénaturant par la répression) les revendications et propositions de la gauche influencée par *Praxis* – mais aussi celles du Printemps croate. Le nouveau tournant institutionnel s'appuya sur les travailleurs en élargissant leurs droits d'autogestionnaires, tout en confédéralisant le système comme les manifestations croates l'avait demandé.

Les intellectuels de *Praxis* réagirent de façon différente à la montée des nationalismes dans les années de crise\* : ceux de Croatie, notamment autour de Rudi Supek et Predrag Vranicki y résistèrent davantage que ceux de Serbie. Là, l'hostilité envers les Albanais du Kosovo (datant d'ailleurs des conflits violents que les partisans\* serbes eurent avec cette population) favorisa le virage nationaliste de plusieurs intellectuels serbes de *Praxis*. Certains, comme Mihailo Markovic qui se reconnut de plus en plus dans les thèmes développés par le Mémorandum\* de l'académie des Sciences serbes rejoignirent Slobodan Milosevic. D'autres choisirent des partis de l'opposition nationaliste. Mais certains, notamment en Croatie, cherchèrent à propulser des “ initiatives démocratiques yougoslaves ”, formant une association sur ces bases (l'Uidi) : ils ont, notamment, tenté en vain avec l'économiste croate Branko Horvat, de faire de la question du Kosovo un débat yougoslave ; ils ont aussi parfois soutenu le parti réformiste lancé par Ante Markovic\* (chef croate libéral du dernier gouvernement yougoslave) qui fut un des rares à se présenter dans toutes les républiques. Certains se sont retrouvés dans l'Alliance civique en Serbie, comme le sociologue Nejbosa Popov, critiquant radicalement le nationalisme serbe. D'autres, comme Milan Nikokic, ancien “ soixantuitard ” ont plutôt rejoint de petits partis sociaux démocrates. La philosophe Zaga Golubovic choisit quant à elle de défendre ses convictions hors des partis politiques, dans des mouvements de défense des droits humains, sociaux et syndicaux. Elle rejoint à sa façon sur ce plan l'écrivain croate Predrag Matvejevic qui “ persiste à regretter de “ voir disparaître ” - dans l'horizon de ce “ Monde des “ ex ” - l'idée d'émancipation de l'homme ou de justice sociale ”.